

Qui est qui ?

La gauche française et les élections présidentielles

Par Pauline Graulle, Mediapart

A gauche, 6 candidats sont en lice pour la présidentielle. Ni Christiane Taubira, l'ancienne garde des Sceaux de François Hollande, ni le trotskyste Anasse Kazib, ni Hélène Thouy, du Parti animaliste, ne sont en effet parvenus à obtenir leurs 500 parrainages d'élus, le sésame pour être admis dans la course présidentielle.

Désormais, trois blocs se dessinent : d'une part, les partisans d'une gauche « de rupture », représentés par Jean-Luc Mélenchon et le communiste Fabien Roussel ; de l'autre, deux candidatures qui briguent un électorat au profil davantage social-démocrate, celle de l'écologiste Yannick Jadot, et celle de la socialiste Anne Hidalgo ; et pour finir, un bloc révolutionnaire et trotskiste, représenté par Philippe Poutou et Nathalie Arthaud.

Les partisans d'une gauche de rupture

Jean-Luc Mélenchon, La France insoumise :

À l'instar de son mentor François Mitterrand, c'est la troisième fois que le candidat de La France insoumise participe à une élection présidentielle. En 2012, sous les couleurs du Front de gauche, puis en 2017, sous celles de La France insoumise, il avait pris la tête d'une coalition avec le parti communiste français (PCF) qui s'est, cette fois, émancipé de la tutelle de l'ancien socialiste.

En 2017, Jean-Luc Mélenchon avait déployé sa stratégie du « *populisme de gauche* ». A la tête de La France insoumise (son mouvement conçu, en 2016, comme une machine de guerre électorale), il s'était fait le leader charismatique de son camp, ambitionnant de représenter le « *peuple* » contre « *l'oligarchie* ». Troquant les étendards politiques contre les drapeaux tricolores, il avait tenté d'incarner une rupture franche avec le quinquennat Hollande, mais aussi essayé d'attirer à lui les « *fâchés pas fachos* ».

Finalement, les électeurs tentés par le vote d'extrême droite ne s'étaient pas portés massivement sur sa candidature, dont le succès (19 % au 1^{er} tour, le plus haut score pour la gauche « radicale » de la Ve République) est en réalité à attribuer à la dynamique du « vote utile », qu'il tente de relancer aujourd'hui, qui avait permis de convaincre 16 % d'électeurs ayant voté pour François Hollande en 2012.



L'Insoumis échouera néanmoins à accéder au second tour « à 600 000 voix près », selon l'expression consacrée des proches de Jean-Luc Mélenchon, qui estiment que la réserve de voix nécessaire à l'accès au second tour se trouve au sein des classes populaires.

Aller chercher les abstentionnistes : telle est donc désormais la priorité des Insoumis, rassemblés dans le nouveau cadre politique et stratégique de l'Union populaire. Pendant cinq ans, Jean-Luc Mélenchon qui s'est fait élire député de Marseille en 2017, n'a cessé de s'adresser à ce segment électoral. Fin 2018, il a enfourché sans complexe la révolte des « gilets jaunes », puis s'est attaché à dialoguer avec les milieux populaires issus de l'immigration – en participant notamment à une manifestation contre l'islamophobie en novembre 2019.

Il s'est encore investi corps et âme dans la mobilisation contre la réforme des retraites début 2020, faisant de sa volonté de revenir à la retraite à 60 ans à taux plein (sous réserve de bénéficier de 40 annuités de cotisation), l'une des pierres angulaires de son programme. Enfin, durant la période du Covid, au début de laquelle il fait publiquement part de ses doutes concernant les vaccins à ARN messenger, il affiche un soutien plein et entier au mouvement des anti-passe sanitaire, puis aux éphémères « convois de la liberté ».

Une ligne parfois considérée comme « *confusionniste* » par le reste de la gauche et des écologistes, alors que, paradoxalement, l'Insoumis a retrouvé les habits d'une gauche plus classique, en grande partie nettoyée de ses anciens oripeaux populistes. S'il reprend la quasi-intégralité son programme de 2017, l'Avenir en commun, Jean-Luc Mélenchon, qui avait été accusé en 2017 d'être un eurosceptique, a ainsi abandonné toute perspective de sortie de l'Union européenne, préférant à l'hypothèse d'un Frexit une simple « *désobéissance* » aux traités *via* le système des « *opt out* ».

Il a aussi épuré son programme des points qui avaient pu faire polémique en 2017, comme l'intégration à l'ALBA (l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique) qui avait empoisonné sa fin de campagne, et pris soin de renforcer la partie « écologie » de son projet afin de tenter d'entraver la montée en puissance des Verts conduits par Yannick Jadot. La notion de « *bifurcation* » écologique est ainsi venue remplacer celle de « *transition* » – ce qui suggère une volonté de rupture plus franche avec le productivisme –, un objectif que LFI compte atteindre par la méthode de la « *planification* », articulée sur plusieurs niveaux territoriaux. La sortie du nucléaire est également envisagée à horizon 2045.

Mais certains aspects contestés de son programme demeurent. Sur l'international, l'ancien trotskyste reste ainsi sur une ligne très anti-Atlantiste, défendant une sortie de l'OTAN et prônant le « *non-alignement* ». Il se refuse aussi à condamner ses potentiels alliés s'il accède à l'Elysée, à savoir la Chine et la Russie. Une « mansuétude » vis-à-vis du régime russe dont il a pu faire preuve lors de la guerre en Syrie, ou encore lors de l'annexion de la Crimée en 2014, qui lui est désormais fortement reprochée au moment où la guerre fait rage en Ukraine.



De là à altérer le potentiel de rassemblement du candidat ? Ces cinq dernières années n'ont pas été une sinécure. Après l'épisode des perquisitions, en octobre 2018, désastreux pour son image de « présidentiable », le chef de l'insoumission a vu, en 2019, le départ d'une partie de sa garde rapprochée qui a dénoncé le manque de démocratie interne dans le mouvement « *gazeux* » de La France insoumise.

La formation mélenchoniste a également dû affronter des échecs électoraux à toutes les élections intermédiaires : lors des européennes de 2019, le mouvement n'a rassemblé que 6 % des suffrages. Un échec qui a conduit le mouvement à jouer à saute-mouton avec les municipales en 2020, puis avec les régionales et les départementales un an plus tard.

Le député des Bouches-du-Rhône peut toutefois s'enorgueillir de pouvoir dorénavant s'appuyer sur deux groupes parlementaires dynamiques (17 insoumis à l'Assemblée nationale, 6 eurodéputés au parlement européen). Il s'est aussi entouré de son Parlement de l'union populaire, lancé au mois de décembre dernier, qui accueille de nombreuses personnalités de la société civile, mais aussi des écologistes et des communistes en rupture de ban avec leurs propres partis. Autant de nouvelles figures que Jean-Luc Mélenchon a à cœur de mettre en avant dans son équipe de campagne, comme une preuve qu'il est désormais la seule force centripète à gauche.

Fabien Roussel, Parti communiste français :

Élu en 2019 secrétaire national du parti sur la promesse de rendre la « *fierté communiste* » aux militants, Fabien Roussel semble d'ores et déjà avoir rempli le contrat. Après quinze années d'absence à la présidentielle – le PCF s'était effacé derrière la candidature de Jean-Luc Mélenchon en 2012 puis en 2017 –, les communistes croient venue l'heure de la revanche.

Parti de rien (le PCF a rassemblé moins de 3 % des électeurs aux européennes de 2019), Fabien Roussel n'a eu de cesse de grimper, lentement mais sûrement dans les sondages d'opinion, jusqu'à dépasser la candidate socialiste. Sa recette ? Incarner la « gauche du plaisir » théorisée par le philosophe Michaël Foessel, en promettant à la France des « *jours heureux* » (sa « baseline » de campagne, en clin d'œil au titre du programme du conseil national de la résistance), et... taper à bras raccourcis sur la gauche du quinoa et des éoliennes. Nucléariste assumé, le communiste, très à l'aise dans les médias, s'est fait remarquer pour avoir défendu « *la bonne viande, le bon vin et le bon fromage* ». Il a imposé un style rabelaisien – si ce n'est franchouillard – à rebours de ses concurrents de gauche et surtout écologistes, qui insistent sur la nécessité de la sobriété dans la consommation courante – énergie, alimentation, déplacement...



Si sur le fond, son projet, bien à gauche, ressemble à s'y méprendre à celui de Jean-Luc Mélenchon – retraite à 60 ans, volonté de sortir des traités européens, investissement massif dans les services publics –, le candidat communiste s'emploie méthodiquement à s'éloigner de son ancien allié, avec qui les relations ont été, après 2017, à couteau tiré. Il s'est ainsi démarqué au moment du Covid en militant pour la vaccination obligatoire, ou encore durant la guerre en Ukraine : il s'est montré intraitable avec le Kremlin et a abandonné, à court terme du moins, toute ambition de sortir de l'OTAN.

Persuadé que les classes populaires sont en demande d'ordre, Fabien Roussel s'est par ailleurs attaché à « trianguler » sur les thématiques généralement classées à droite, comme la sécurité, la République, ou la laïcité. On l'a ainsi aperçu, le 19 mai 2020, à la manifestation organisée par le très droitier syndicat de policiers Alliance, en compagnie de l'extrême droite, mais aussi de Yannick Jadot et du PS. Une participation qui lui a été reprochée par une partie de ses troupes.

Autre caillou dans sa chaussure : les révélations de Mediapart sur son emploi fantôme présumé lorsqu'il était assistant parlementaire du député Jean-Jacques Candelier dans le Nord. Aujourd'hui, le député de Saint-Amand-les-Eaux nie farouchement avoir travaillé pour le parti sur les comptes de l'Assemblée nationale.

Les candidatures sociales-démocrates

Anne Hidalgo, Parti socialiste :

C'est une campagne aux airs de chemin de croix que mène Anne Hidalgo depuis l'officialisation de sa candidature, à l'automne 2021. Tout avait pourtant à peu près bien commencé : soutenue par une équipe de jeunes maires socialistes, l'édile parisienne, réélue largement en 2020, pouvait arguer d'avoir mis en œuvre, dans la capitale, la « social-écologie » dont elle se réclame, rivalisant de fait avec l'offre de Yannick Jadot.

« Je ne veux pas juste l'écologie, mais l'écologie juste », a ainsi déclaré celle qui a emporté quelques combats emblématiques à Paris, comme la piétonisation des voies sur berges, l'interdiction des véhicules diesel, et la multiplication des pistes cyclables.

Mais sa campagne, qui lui permettait de tutoyer les 10 % d'intention de vote en septembre dernier, s'est écroulée. Elle plafonne sous les 5 % d'intentions de vote nécessaires au remboursement de la campagne, et une vive inquiétude s'est propagée à l'intérieur d'un PS déjà exsangue. Ces dernières semaines plusieurs anciens ministres de François Hollande, comme François Rebsamen (ex-ministre de l'Économie) ou Marisol Touraine (ex-ministre de la Santé), ont ainsi annoncé qu'ils soutiendraient la candidature d'Emmanuel Macron. Quant à la candidate socialiste de 2007, Ségolène Royal, elle a elle aussi lâché sa successeuse, suggérant que le seul vote utile en 2022 était celui pour Jean-Luc Mélenchon.



Comment expliquer un tel fiasco, alors que la social-démocratie s'est, ces dernières années, refait une (relative) santé en Allemagne, en Espagne et au Portugal ? Il y a d'abord eu cette entrée en campagne ratée, auréolée de la promesse, jugée intenable par les syndicats de l'Éducation nationale eux-mêmes, de doubler le salaire des enseignants, qui a porté atteinte à la crédibilité de la candidate. Surtout, celle qui n'a plus désormais que le terme de « social-démocratie » à la bouche, porte comme un fardeau le bilan du quinquennat de François Hollande.

Sur le fond, ce n'est pourtant pas faute d'avoir tenté de se démarquer de son mandat, marqué par l'austérité et la « loi Travail », mais aussi entaché par la déchéance de nationalité. Dans son programme, la socialiste promet, à l'instar de l'ensemble de ses concurrents à gauche, l'augmentation du Smic (de 15 %), des moyens de lutte contre les discriminations ou encore le rétablissement de quatre critères de pénibilité dans le calcul des retraites (dont l'essentiel des réformes est cependant conservé). Aux 18-25 ans, elle propose la mise en place d'un « *minimum jeunesse* » et d'une dotation en capital de 5 000 euros.

Mais début 2022, la candidate a été rattrapée par les « hollandais » restant actifs au PS, à commencer par l'ancien ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, qui préside son comité de campagne. Pas sûr que ce retour aux sources – certains parleront de retour en arrière – de la « gauche de gouvernement » soit de nature à rassurer les sceptiques.

Yannick Jadot, les écologistes :

Après son succès (relatif) aux européennes, où il a conduit la liste Europe Ecologie-Les Verts (EELV) arrivée en tête à gauche avec 13,5 % des suffrages, l'eurodéputé Yannick Jadot a été désigné, à l'automne dernier, comme le candidat des écologistes pour la présidentielle.

Un succès qui n'est autre que l'aboutissement de deux ans d'un intense travail en interne et à l'extérieur de son parti. Sur le versant partisan, l'écologiste s'est employé, en 2019, à constituer le « pôle écologiste », censé rassembler des écologistes de toutes les obédiences – on y trouve la députée, ex-ministre de François Hollande, Delphine Batho –, même si le parti animaliste a décliné la proposition d'intégrer la coalition. Sur le versant médiatique, Yannick Jadot s'est appliqué à se construire une stature de « présidentiable », multipliant les interventions dans les matinales et autres émissions politiques.

Face à un Jean-Luc Mélenchon à l'image abimée, le représentant du camp écologiste, qui a raflé une dizaine de grandes villes aux dernières municipales, partait comme le favori à gauche à la présidentielle. Dans son programme : investissement massif dans les énergies renouvelables (mise en route de 3 000 éoliennes terrestres et 340 km² de panneaux solaires supplémentaires d'ici à 2027, nationalisation d'EDF, plan de 10 milliards par an pour la rénovation énergétique des logements, suppression des lignes aériennes lorsque le trajet en train est faisable en moins de quatre heures, mais aussi sortie de l'élevage industriel d'ici à 2025, interdiction des néonicotinoïdes, du glyphosate et des



pesticides... Côté social, il promet la création d'un ISF climatique, l'augmentation de 10 % du Smic, et le recrutement de 65 000 enseignants.

Un programme écologique et de gauche donc, qui aurait pu séduire les électeurs de 2017. Mais sa campagne n'a pas été à la hauteur des espérances. La primaire des écologistes où il a obtenu une victoire à l'arrachée face à l'*outsider* Sandrine Rousseau, n'a pas été la rampe de lancement espérée. Yannick Jadot doit aussi faire avec un parti, sur le fond très critique du « présidentialisme », et sur la forme, peu rompu à l'exercice présidentiel – EELV s'était rallié à Benoît Hamon en 2017.

Désormais, l'écologiste, qui a tenté de faire entendre sa ligne d'ouverture sur l'accueil des migrants ou son volontarisme anti-chasse, se retrouve peu audible dans un champ médiatique où la droite et l'extrême droite imposent leur agenda. Il se voit d'autre part concurrencé sur ses thèmes de prédilection par un Jean-Luc Mélenchon en dynamique, qui a fait des questions du changement climatique ou du bien-être animal des lignes force de sa doctrine.

Enfin, le candidat doit faire avec le retour en force du discours pro-nucléaire porté, y compris dans une partie de la gauche, comme une réponse à la nécessité de sortir des énergies fossiles. Alors même que les rapports inquiétant du Giec s'accumulent, un signe supplémentaire que les écologistes français sont loin d'avoir emporté la bataille culturelle ?

Pour l'heure, la « vague verte » qui avait porté les écologistes aux dernières municipales semble en tout cas retombée. Et si les Verts mise sur un « effet logo » pour remonter dans les intentions de vote dans la dernière ligne droite de la campagne, force est de constater que la candidature de Yannick Jadot n'a pas réussi à imposer l'écologie comme un débouché politique évident sur le plan national.

Les révolutionnaires d'extrême gauche

Philippe Poutou, NPA / Nathalie Arthaud, Lutte Ouvrière :

La famille trotskyste aura, comme à chaque élection présidentielle depuis 2002, deux candidats en lice. Nathalie Arthaud portera, pour la deuxième fois, les couleurs de Lutte Ouvrière. Même chose pour Philippe Poutou, du NPA (ex-LCR), qui a réussi à réunir *in extremis* les 500 parrainages nécessaires à sa candidature.

Grâce à son franc-parler et sa décontraction, ce candidat hors-norme avait fait souffler un vent de fraîcheur sur la campagne de 2017. On se souvient notamment de sa célèbre *punchline*, « *Nous, quand on est convoqué par la police, on n'a pas d'immunité ouvrière* », lancée lors d'un débat télévisé à Marine Le Pen qui, convoquée par la justice dans l'affaire des assistants parlementaires, avait prétexté son « *immunité parlementaire* » pour ne pas se présenter au rendez-vous.



Malgré quelques coups d'éclats, la gauche révolutionnaire française semble néanmoins continuer de battre de l'aile. Incapable de se renouveler, Lutte Ouvrière a peine à saisir l'ampleur des mouvements sociaux (« gilets jaunes », manifestations antiracistes, etc.) de ces dernières années. Même s'il bénéficie d'un ancrage conséquent dans le champ des luttes, le NPA a quant à lui souffert de ses divisions internes, au point qu'un candidat concurrent a émergé en la personne d'Anasse Kazib, tête de pont de Révolution permanente, petit parti né d'une scission d'avec le NPA en 2017. Stoppée dans la course à la présidentielle par manque de parrainages, la candidature de ce cheminot médiatique, « racisé » et populaire, qui se présente comme plus en phase avec le monde ouvrier actuel, résonne néanmoins comme un avertissement.

Autrement dit, tout reste à faire

En plein conflit ukrainien, alors que « l'effet drapeau » joue à plein en faveur d'Emmanuel Macron qui a pris 8 points dans les sondages en une semaine, quelles peuvent être les chances de la gauche d'accéder à l'Élysée ?

En ce début du mois de mars, Jean-Luc Mélenchon est passé devant Valérie Pécresse dans les sondages, le candidat insoumis s'imposant dès lors comme le seul candidat à avoir une chance de pouvoir prétendre à accéder au second tour. Alors que, depuis des mois, l'hypothèse d'un second tour Macron/Le Pen tenait la corde, la question du « vote utile » à gauche pourrait désormais jouer à plein en cette fin de campagne : « *Il y a un autre deuxième tour possible* », a lancé, le 9 mars, lors d'une conférence de presse, Jean-Luc Mélenchon, soulignant que ce scénario réinstaurant un clivage gauche/droite « classique », bénéficierait à « *l'intérêt du pays* » puisque les débats tourneraient autour de « *sujets fondamentaux* », comme l'école, les retraites ou les services publics, là où un débat entre Macron et l'extrême droite mènerait à des surenchères sur les questions de sécurité ou d'immigration.

Pour ce faire, « *il nous reste un mois pour grappiller 3 à 4 points* », souligne Manuel Bompard, directeur de campagne de Jean-Luc Mélenchon, qui estime qu'il peut attirer, dans la dernière ligne droite, le vote d'une partie de l'électorat communiste et de l'électorat écologiste.

Autrement dit, tout reste à faire.

Après des études d'art et de sociologie, **Pauline Graille** a été journaliste pendant dix ans à l'hebdomadaire Politis. Elle a suivi la rubrique « social », puis la rubrique « politique ». Elle travaille depuis 2018 à Mediapart, où elle couvre l'actualité des gauches françaises.

